

Chronique

INTERNATIONALE

Ordre et désordre

Lucien Gauthier

L'impérialisme et ses agents en Tunisie provoquent des violences pour diviser la population et tenter de faire refluer la révolution.

Sous couvert d'insécurité, le gouvernement en place, qui cherche à préserver l'accord d'association avec l'Union européenne, appelle au rétablissement de « l'ordre ». C'est cet « ordre » qui provoque les plus grands désordres.

Les représentants des « grandes puissances » ne cessent de louer la prétendue révolution arabe. Sous ce vocable, ils mettent dans le même sac la Tunisie, ce qui se passe en Libye, au Yémen, en Syrie, etc. Ils veulent en réalité nier la véritable révolution des ouvriers, des paysans et de la jeunesse en Tunisie, qui a chassé Ben Ali et qui exige maintenant d'en finir avec ce régime aux ordres de l'impé-

rialisme. C'est contre la révolution que l'impérialisme pousse, dans toute une série de pays, à la dislocation et aux guerres civiles. Ces derniers jours, les « grandes puissances » ont intensifié les bombardements contre la Libye. C'est un déluge de fer et de feu qui s'abat sur les populations civiles qu'ils prétendaient protéger ! Aux Palestiniens qui revendiquent leur droit à la terre, les troupes israéliennes ont répondu en mitraillant la foule.

« La voie pour en finir avec le désordre engendré par l'impérialisme, c'est celle qu'ont empruntée les travailleurs tunisiens en renforçant leur syndicat, l'UGTT, en constituant des comités de défense de la révolution »

Ce sont les mêmes qui, à propos de l'Algérie, appellent à la nécessité d'une « révolution arabe », cherchant ainsi à provoquer dans ce pays également violences et dislocation. Ils ne peuvent accepter que les travailleurs algériens, avec leur organisation syndicale, l'UGTA, combattent sur leurs revendications et obtiennent, dans la plupart des cas, satisfaction. Le FMI ne s'est pas privé de dénoncer les augmentations de salaires en Algérie. En exigeant de l'eau et du pain, la jeunesse et les travailleurs de Tunisie se sont confrontés à un régime, celui de Ben Ali, que toutes les grandes puissances ont soutenu jusqu'à sa chute. Et maintenant, les jeunes de Tunisie veulent du travail. La voie pour en finir avec le désordre engendré par l'impérialisme, c'est celle des travailleurs tunisiens renforçant leur syndicat, l'UGTT, constituant des comités de défense de la révolution pour en finir avec l'exploitation et l'oppression.

L'événement



Manifestation à Tunis.

Photo DR

Tunisie Interview d'un jeune militant du « comité des diplômés chômeurs » de la ville de Kef.

« Le droit au travail est une revendication révolutionnaire »

Quel est l'horizon ouvert aux chômeurs après le 14 janvier ?

Bien que la revendication du droit au travail soit au cœur des revendications pour lesquelles s'est dressée la révolution, le gouvernement Caïd Essebsi ne traite pas le problème de façon sérieuse et ne l'aborde pas comme étant le problème populaire urgent.

La situation n'a pas changé depuis le 14 janvier, puisque le gouvernement est impuissant à fournir des réponses aux chômeurs. Les mobilisations continuent dans toutes les régions sur la revendication du droit au travail et le gouvernement continue la même politique de renvoi de la solution du problème et de tromperie.

Nous voyons que le gouvernement Caïd Essebsi ne considère pas nos revendications comme étant légitimes, car dans les discours trompeurs qu'il avance, il traite les mobilisations, qui ont pris un caractère syndical, d'actions antirévolutionnaires qui retardent la réalisation des objectifs de la révolution.

Quel est ton point de vue sur les organisations qui défendent les chômeurs ?

Je considère que la constitution d'organisations de défense des diplômés chômeurs s'impose dans la mesure où les revendications qui touchent des centaines de milliers de jeunes nécessitent l'organisation syndicale.

Il faut savoir qu'une organisation s'était constituée, avant le 14 janvier, et avait milité pour le droit au travail, mais ses méthodes d'action ont conduit les militants à s'en éloigner.

Au lendemain du 14 janvier, un syndicat s'est constitué et a désigné une direction nationale pour défendre les revendications des diplômés chômeurs. Mais, à mon sens, elle a dérivé pour servir des options politiques et s'est égarée du fait de la faiblesse du nombre de ses militants.

Il existe des organisations indépendantes, comme celle du Kef, qui refusent de rejoindre l'Union des diplômés chômeurs, pour garder à leurs regroupements un caractère uniquement revendicatif, loin de toute récupération politique.

Quel est le rôle du chômeur dans les mouvements sociaux et politiques aujourd'hui ?

Le chômeur est un citoyen qui a participé à la révolution et payé le prix du sang pour abolir une amère réalité où notre pays était entre les mains d'usurpateurs qui agissaient au profit de l'impérialisme.

Le chômeur est un citoyen qui vise à améliorer sa situation sociale et économique afin de jouer pleinement son rôle dans la construction de la République.

Il est intellectuellement conscient des changements opérés sur la scène politique, sociale et culturelle depuis le 14 janvier.

Comme il est conscient de la justesse de son droit à la dignité, afin de rompre avec la politique de la précarisation, pour prendre toute sa place dans les luttes de la classe opprimée et mettre fin à l'oppression et l'exploitation impérialiste.

Il est un acteur engagé dans la construction de la République qui garantit la justice économique et sociale.

Il appartient au chômeur aujourd'hui de militer sur le terrain politique et de défendre ses droits en étant attaché à l'organisation syndicale qui rassemble tous les travailleurs tunisiens, l'UGTT.

Quel est ton point de vue sur les orientations prises actuellement par le gouvernement de Caïd Essebsi ? Sur la façon dont il entend traiter les problèmes économiques et sociaux dans les diverses régions du pays ?

Il est tout à fait clair que rien n'a changé dans la situation générale depuis le 14 janvier.

« Officiellement, le chômage est passé de 11 % à 14 %, en réalité il est au minimum de 18 % »

Le gouvernement Caïd Essebsi suit la même politique que les gouvernements de Ben Ali dans la duplicité des discours.

D'un côté, il prétend être là pour résoudre les problèmes cruciaux et quotidiens.

D'un autre côté, il affirme son incapacité à trouver une issue à la crise parce que c'est une crise profonde.

Il ne fait que cultiver l'espoir et n'offre que des pilules comme solution.

Il est totalement incapable de résoudre le problème du chômage dans le bassin minier, qui est le principal bassin d'emploi du sud-ouest, à cause de la toute-puissance des détenteurs des capitaux.

Ce gouvernement dénonce les mobilisations et les sit-in, au prétexte qu'ils retardent la réalisation des objectifs de la révolution, alors qu'il est le principal responsable du changement du cours de la révolution, au profit de l'impérialisme, en participant à la réunion du G 8 et en continuant une politique d'endettement qui pèse lourdement sur le citoyen tunisien et l'empêche de gagner son droit à un travail qui garantisse sa dignité.

Depuis l'installation de ce gouvernement, nous avons assisté à des grèves et à des mobilisations dans tous les secteurs, comme la poste, les télécommunications, les taxis de longue distance, les municipalités.

Mais ce gouvernement n'a apporté aucune solution aux revendications, brandissant les élections comme l'objectif décisif pour la réussite de la révolution pour masquer son impuissance.

Les citoyens, les travailleurs, les chômeurs, les jeunes ont toujours les mêmes revendications portées par la révolution du 14 janvier : l'égalité dans le développement et le droit au travail, et une revendication révolutionnaire essentielle, celle d'un gouvernement issu du peuple et qui soit l'expression de ses revendications.

Provocation contre la révolution à Metlaoui

Correspondant

Treize morts et plus de cent blessés, c'est le bilan des confrontations « tribales » qui ont secoué Metlaoui, le week-end dernier, rapporte *Tunis Afrique Presse*. A l'origine de ce drame, selon la version « officielle », une simple bagarre entre jeunes. Des faits qui accablent la population de Metlaoui et qui laissent se poser des questions sur le processus révolutionnaire. Mais, face à cette version officielle, la réalité est tout autre. Les mêmes dignitaires du RCD et responsables syndicaux corrompus (et expulsés de l'UGTT) qui œuvrent depuis 2008, date du début des contestations sociales du bassin minier, sont à l'origine de ces faits, rapportent des militants de la ville. Des milices armées et bien payées ont plongé la ville dans le chaos. Cette petite ville, qui a déjà payé un lourd tribut durant les protestations sociales de 2008 et continue à payer depuis le début de la révolution, est dotée de trois postes de gendarmerie, cinq postes de police et une compagnie de brigades d'ordre public de cent soixante individus, sans compter les militaires. Ils étaient absents, alors que la ville brûlait depuis au moins deux jours. Ce n'est que le dimanche, après le

décès de treize personnes et la fuite de la population dans les montagnes voisines, que les forces de l'ordre se sont décidées à intervenir.

Le vendredi 3 juin, en même temps qu'à Metlaoui, un scénario semblable a éclaté dans la ville de Sbiba (gouvernorat de Kasserine), faisant un mort, un autre à Majel Bel Abbes.

A quelques dizaines de kilomètres de Metlaoui, dans la ville de Nafta, l'union régionale du travail a annoncé une grève générale à partir du 5 juin pour dénoncer l'indifférence des forces de l'ordre face à cette tuerie et l'utilisation des facteurs tribaux pour contourner la révolution.

Le samedi 4 juin, c'est la ville de Thala qui était en grève générale pour rappeler que la révolution n'a pas encore réalisé ses objectifs et que les « snipers » qui ont assassiné la population au mois de janvier sont toujours en liberté. La semaine dernière, c'était Regueb, Jelma, Meknassi et Tataouine qui étaient en grève de plusieurs jours. Les sit-in, les occupations, les grèves et toutes les formes de protestation continuent d'avoir lieu en Tunisie et brandissent les mêmes revendications sociales et politiques d'avant le 14 janvier.

“Des milices payées et armées ont plongé la ville dans le chaos”

REPÈRES



Le programme du Premier ministre, Caïd Essebsi

Lors de sa prise de fonction, Caïd Essebsi a annoncé le programme politique pour lequel il revenait aux affaires. Son programme était concis : deux lignes. Deux lignes concrétisées par l'homme de pouvoir expérimenté (ex-ministre de l'Intérieur, de la Défense, des Affaires étrangères, président de la Chambre des députés) qu'est Caïd Essebsi.

La première ligne concernait les élections à l'Assemblée constituante. Assemblée constituante arrachée par la détermination du peuple tunisien, qui en même temps qu'il « dégageait » Ghannouchi et son gouvernement, imposait la tenue des élections pour l'Assemblée constituante. Caïd Essebsi annonçait qu'il serait le maître d'œuvre de ces élections à l'Assemblée constituante et qu'il s'engageait à les tenir le 24 juillet. Et il s'est empressé, sans demander l'avis de personne, de nommer une instance à cet effet, la bien nommée « Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, des réformes politiques et de la transition démocratique ».

Seulement voilà, trois mois après, sa haute instance elle-même lui répond qu'il est impossible de tenir ces élections à cette date. Pis, sous la pression de la mobilisation du peuple qui s'ordonne sur les revendications de sa révolution, la haute instance est abandonnée par l'un de ses principaux piliers, le parti « Ennahdha », le parti religieux de Rached Ghannouchi, et par douze autres

de ses membres. Quand on commence à quitter le navire...

La deuxième ligne, et qu'il annonçait aussi ambitieuse : rétablir « l'ordre et la dignité de l'Etat ». Caïd Essebsi et son gouvernement ordonnaient avec autorité qu'il fallait mettre fin aux grèves « sauvages », aux sit-in, aux mobilisations. Et depuis trois mois, les mobilisations, les grèves, les sit-in prennent de l'ampleur, à la fois dans leurs mots d'ordre et leur organisation sectoriels,

et dans leur développement à l'échelle de villes entières, voire de régions. Les grèves de la ville de Monastir comme la grève nationale de Tunisie Télécommunication ont posé clairement une exigence : la renationalisation des biens du peuple. Et les grèves générales qui se multiplient à l'échelle des villes et des régions, Siliana, Regueb, Tataouine, Nafta, Tala, mettent en avant les revendications de l'emploi, de l'assainissement de toutes les administrations de l'Etat et de la poursuite judiciaire des hommes clés du régime du RCD.

Aux deux lignes du programme de Caïd Essebsi, le peuple tunisien a répondu.

Poursuivre dans la voie de l'obstination, parce qu'il est totalement impuissant à satisfaire les revendications sociales du peuple tunisien, et principalement la revendication de l'emploi, c'est mettre en danger la vie des citoyens, comme c'est le cas aujourd'hui à Metlaoui.

Et quand un programme politique a échoué, il faut savoir tirer les conclusions qui s'imposent...

ÉGYPTE

Des fellahs de Menofeya manifestent contre la confiscation de leurs terres



Manifestation des fellahs de Menofeya devant le siège du Premier ministre, le 30 mai, contre la confiscation de leurs terres par l'Etat.

Correspondant

Lundi 30 mai 2011, des centaines de fellahs (paysans — NDLR) et d'ouvriers agricoles se sont rassemblés devant le siège du Premier ministre, au Caire, pour protester contre la confiscation de leurs terres par l'Etat. Il y a trois semaines, le gouverneur de Menofeya et le maire de Medinat al-Sadat ont envoyé des *baltaguis* (voyous) pour les chasser de leurs terres. « Plusieurs minibus remplis de voyous ont débarqué devant nos maisons, raconte Mohamed Reda Nassef, un fellah de la région. Ils nous ont montré leurs papiers et ont exigé que nous fassions nos valises et quittions les lieux. Ils ont dit qu'ils récupéreraient la terre pour l'utiliser à des fins commerciales, alors que nous

y vivons depuis plus de cinq ans et que nous en sommes devenus propriétaires en vertu de la loi dite de mainmise (*Wadaa al-Yad en arabe*). » Une loi qui permet aux Egyptiens d'occuper et de travailler une terre non revendiquée. Elle devient alors la propriété de celui qui l'a travaillée pendant un certain temps.

« Lorsque nous avons essayé de les raisonner, poursuit Mohamed Reda Nassef, ils nous ont violemment attaqués et ont exigé que nous partions immédiatement. Nous avons travaillé cette terre pendant plus de cinq ans et elle commençait tout juste à rendre quand ils nous l'ont volée. Ma famille a vendu tous les bijoux et nous avons usé toutes nos économies pour investir dans cette terre. Maintenant, nous n'avons plus rien et nulle part où aller. Nous

sommes désespérés. » La semaine dernière, les fellahs ont manifesté en petits groupes devant le ministère de l'Agriculture. Mais le ministre ayant reconnu que leur demande était légitime et déclaré qu'il ne pouvait rien faire, ils ont décidé de revenir, mais devant le cabinet du Premier ministre Charaf, cette fois. La manifestation était organisée par un groupe de fellahs qui se soutiennent mutuellement sur le plan du logement, de l'argent et de la nourriture.

« Les gens disent que la révolution a changé les choses, mais rien n'a changé ! », déclare Farid al-Sharbatty, un autre fellah qui a été déplacé et qui ajoute : « La partie n'est pas finie, une main invisible continue de mener le jeu, la corruption est partout et les ministres ne servent à rien. »

PALESTINE

L'armée israélienne tire sur la foule : 23 morts

Par François Lazar

Dimanche 5 juin, les Palestiniens commémoraient le jour de la « Naksa », c'est-à-dire de la « débâcle » des armées arabes pendant la guerre des Six Jours (juin 1967), qui se conclut par l'invasion de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du plateau syrien du Golan. Après la Nakba (« la catastrophe ») de 1948, qui avait vu l'expulsion de 800 000 Palestiniens, le jour de la Naksa fait référence à l'expulsion de 300 000 Palestiniens supplémentaires.

Ce dimanche, comme il y a quinze jours, des manifestations ont été organisées au Liban, en Syrie, dans les territoires occupés de 1967 et à l'intérieur de l'Etat d'Israël.

L'interview du militant palestinien vivant au Liban Rami Zurayk, publiée par le site Electronic Intifada, donne un éclairage de

la profondeur de ce mouvement :

« Chaque année, la Nakba est commémorée, et chaque année, la commémoration devient plus intense, pas moins.

Cette année, les manifestations ont été inspirées par le mouvement du printemps dans les pays arabes : une résistance massive pacifique, sans armes et sous un seul drapeau, le drapeau palestinien.

Pas de factions, pas de FPLP pas de Hamas, pas de Fatah, tout le monde est venu en agitant un seul drapeau, portant des chapeaux blancs arborant le drapeau.

Comme les manifestations de la place Tahrir et dans toute la Tunisie, les manifestants se sont montrés audacieux, tenaces et surtout rabâcheurs (...).

Il a fallu 1 000 bus pour convoier tous ces gens vers la frontière. On a dénombré de 40 000 à 50 000 personnes (soit 10 % de la popu-

lation palestinienne du Liban — NDLR).

Le mouvement des pays arabes est une révolution des déshérités et des désespérés, et les Palestiniens qui vivent au Liban correspondent à cette description.

Mais ce qui est remarquable au sujet des manifestations du jour de la Nakba, c'est qu'elles regroupaient aussi des Palestiniens riches qui ne vivent pas dans les camps, des étudiants de l'American University of Beirut comme des militants de la société civile libanaise.

Dimanche 5 juin, l'armée israélienne a de nouveau ouvert le feu sur des manifestants palestiniens désarmés, qui, symboliquement, cherchaient depuis la frontière syrienne à rejoindre la terre d'où leurs parents avaient été expulsés il y a quarante ou soixante ans, faisant 23 morts et des dizaines de blessés.